

**8 mars 1988, Québec**

**Conférence de presse à la suite du discours inaugural**

M. Bourassa: ... la réception au salon rouge. Vous savez que je n'ai pas l'habitude de m'esquiver avec les journalistes contrairement à d'autres. Je vais essayer de rester le plus longtemps possible avec vous, mais je devrai partir vers 16 h 30; la réception commence vers 16 heures.

M. Descôteaux: Alors, on peut sûrement réserver au mains cinq minutes à la fin, M. Bourassa ?

M. Bourassa: Vous prenez la même proportion que dans le discours...

M. Descôteaux : Que dans le discours inaugural?

M. Bourassa: ... d'ouverture, oui.

M. Descôteaux : J'ai remarqué que vous même aviez été très bref. M. Rhéaume.

M. Rhéaume. M. Bourassa, le message inaugural annonce une fusion de ministères et la création de nouveaux ministères. Cela implique inévitablement un remaniement ministériel. Quand surviendra-t-il?

M. Bourassa: Vous savez, cela va prendre un projet de loi qui sera déposé au printemps ou à l'automne. Je ne crois pas que cette annonce doive vous convaincre que cela va accélérer le remaniement par rapport au moment où il était prévu. J'ai dit que le remaniement se ferait au printemps, plutôt à la fin du printemps qu'au début parce qu'il faut faire adopter des crédits par les ministres en poste. Alors, il n'y a pas du tout de lien entre cette annonce et un remaniement précipité.

M. Rhéaume : En sous-question. L'hypothèse voulant que ce nouveau ministère revienne à erre MacDonald, que le changement envoie M. Rémillard à la justice et que M. Marx se ramasse simplement comme Solliciteur général est-elle fondée?

M. Bourassa: Non.

M. Rhéaume: Envisagez-vous d'autres hypothèses?

M. Bourassa: Il y a plusieurs hypothèses. Nous allons les examiner au cours des prochains mois.

M. Descôteaux: Benoît Aubin.

M. Aubin: Pouvez-vous nous donner des dates et plus de précisions sur la construction des barrages que vous avez annoncée?

M. Bourassa: Oui. Je ne voulais pas aller dans les détails. Comme vous le savez, nous avons signé trois contrats pour faire le lien logique avec l'annonce. Si on n'avait pas signé avec Central Main, Vermont ou New York, je n'aurais pas pu annoncer aujourd'hui, comme premier ministre, qu'on était pour investir 7 500 000 000 \$ dans le début de la phase II, c'est-à-dire de nouvelles constructions. De nouvelles centrales, comme vous le savez, cela fait huit ou neuf ans qu'on n'en a pas construit. Donc, c'est lié à l'obtention de ces contrats ou de ces ententes qui seront vraisemblablement ratifiées d'ici quelques semaines ou quelques mois. Cela veut dire que les travaux d'ingénierie commenceront au cours des prochaines semaines; ils seront suivis par les travaux de construction. Il y a des travaux d'ingénierie qui sont un préalable des travaux de construction. Donc, cela veut dire 39 000 ou 40 000 emplois personnes-années dans la réalisation concrète de ce projet en impliquant évidemment les emplois, par exemple, des entreprises qui vont fabriquer des turbines.

Une voix: Pour combien d'années...?

M. Bourassa: Ah ! Habituellement, cela prend sept ans. Cela peut être accéléré, cela peut être prolongé mais on peut dire une moyenne de sept ans.

Une voix: Oui, M. Bédard.

M. Bédard: Vous dites quand la construction doit être terminée, quels seront les coûts, etc. Est ce qu'on peut avoir cela?

M. Bourassa: Oui. C'est-à-dire que le montant que j'ai annoncé cet après-midi est un développement d'un montant de 7 500 000 000 \$ qui couvre la construction de trois centrales et une ligne de transport, c'est-à-dire LG 1, Brisay et Laforge 1. Les travaux d'ingénierie vont commencer incessamment, suivis de travaux de construction qui devraient être terminés d'ici 1995.

M. Bédard: Dans les trois cas?

M. Bourassa: Bien, cela peut-être 1994, 1995, LG 1...

M. Bédard: Je parle d'échéance pour chacun.

M. Bourassa: Les contrats qui ont été signés supposent une livraison qui commence, comme vous le savez, en 1995. Donc, cela devrait être terminé en 1995. Mais je crois qu'il y a toujours une marge d'accélération ou de décélération selon la demande. Si la demande interne du Québec continue d'augmenter au rythme actuel, tout sera fait pour accélérer.

M. Bédard: Les trois seront terminés en 1995, c'est ce que je veux comprendre.

M. Bourassa: Oui, 1996, 1995.

M. Dougherty (Kevin): Vous avez parlé d'autres contrats qui vont être signés sous peu. Est-ce que cela peut être, par exemple, des contrats avec l'Ontario?

M. Bourassa: C'est une option intéressante, oui.

M. Girard: New York aussi est une option?

M. Bourassa: On l'avait dit à New York quand j'y suis allé. Là aussi cela se négocie.

M. Dougherty: Quel est l'état de ces négociations avec l'Ontario?

M. Bourassa: J'ai vu M. Peterson au mois de janvier. Je dois le voir privément au cours de ce mois-ci à Montréal ou à Québec. On se voit et on se parle régulièrement mais on doit se reparler là-dessus.

M. Dougherty: C'est-à-dire que cela négocie sur le plan politique en ce moment.

M. Bourassa: Eh oui ! Entre Hydro-Québec et Hydro-Ontario.

M. Descôteaux : M. André Forgues.

M. Forgues (André): Oui, M. Bourassa. Ce que vous avez annoncé ce sont des avancements qui touchent 2500 mégawatts. Vous aviez qualifié cela de grands moments de votre carrière politique. Mais n'est-ce pas quand même là une petite portion seulement de l'ensemble de ce que vous projetez comme développement hydroélectrique à la Baie-James?

M. Bourassa: En aucun moment je n'ai jamais soutenu qu'on ferait 10 000 mégawatts dans les deux premières années de mon mandat. Je trouve assez extraordinaire, et je me considère très privilégié, de pouvoir annoncer après à peine deux ans des investissements de 750 000 000 \$ S. Je peux dire, bon, peut-être que l'Opposition veut sous-estimer. Je ne veux pas faire de l'« over kill » avec eux. Si je l'annonce, c'est parce que c'est justifié de le faire. Vous savez comment j'ai combattu avec beaucoup d'acharnement, durant des années, à certains moments assez isolément, pour précisément accélérer ces exportations d'électricité. C'est Guy Monty qui disait il y a cinq ans qu'Hydro-Québec avait commis une erreur très sérieuse et le gouvernement du Québec forcément – et le gouvernement et Hydro-Québec avaient commis une erreur – de retarder les contrats d'exportation à long terme. Cela avait coûté à la société québécoise des sommes considérables.

Je me suis battu jusqu'à la limite de mes forces politiques pour cette thèse. Après deux ans, j'annonce 7 500 000 000 \$ et quelque 40 000 emplois. Je trouve que c'est un grand moment de ma carrière politique parce que j'ai en souvenir les centaines de discours et de visites que j'ai faites dans toutes les régions du Québec, plus les trois volumes que j'ai écrits.

M. Girard: C'est loin de 25 000 000 000 \$ et de 12 000 mégawatts quand même.

M. Bourassa: Écoutez, on peut toujours considérer le verre à moitié plein ou à moitié vide. Moi je suis très fier aujourd'hui d'annoncer 7 500 000 000 \$. Je crois que j'en prends une responsabilité personnelle, parce que c'est une idée que j'ai défendue alors que l'Opposition était contre, qu'Hydro-Québec était très réticente. Je n'ai pas besoin de rappeler les déclarations qui ont été faites. Dans un an, en collaboration avec Hydro-Québec, il va de soi, mais évidemment en collaboration étroite, on ait pu obtenir 40 000 000 000 \$ de contrats, ce n'est pas 100 000 000 000 \$, 40 000 000 000 \$, mais c'est quand même un record.

M. Girard: Sur le plan de développement qu'Hydro-Québec avait présenté avec les projections pour l'avenir, M. Ciaccia l'année dernière, je crois, à quelques nuances près parlait de 3 000, même de 3 500.

M. Ciaccia: L'année dernière, ils avaient démontré des différents scénarios. Des scénarios d'une croissance faible. Un scénario d'une croissance moyenne et un scénario d'une croissance forte. Mais ils avaient précisé que ces différents dépendaient de la signature de contrats. Ils ne pouvaient pas annoncer l'année dernière qu'ils devaient construire en 1988 LG 1, Brisay et Laforge. Ceci peut se faire seulement après que les contrats ont été signés. Maintenant que les contrats ont été signés, le premier ministre est en mesure d'annoncer la construction de 7 500 000 000 \$. On ne pouvait pas le faire et Hydro-Québec n'avait pas prévu la construction cette année à moins que les contrats soient signés. L'année dernière, dans le plan de développement ils n'étaient pas signés.

M. Descôteaux: Robert Houde.

M. Bourassa: C'est-à-dire sans contrats, il n'y aurait pas eu d'annonce aujourd'hui.

M. Descôteaux: Robert Houde.

M. Bourassa: C'est clair que ce sont les contrats qu'on a obtenus, les ententes.

M. Beaulieu: M. Bourassa, est ce que vous avez déjà exploré les différentes possibilités de financement? Vous avez déjà, je pense, approché les Américains à cet égard. Est-ce que, pour ces trois centrales, il y a des méthodes de financement nouvelles qui sont développées? Est-ce que les Américains sont appelés à contribuer d'une manière ou d'une autre?

M. Bourassa: Vous savez que pour ce qui a trait au financement, j'ai l'impression qu'Hydro-Québec et le gouvernement sont en très bonne posture. La thèse que je défends dans le cas du financement, c'est qu'on a beaucoup de gens qui sont intéressés. Avec le décloisonnement, il y a de nouveaux groupes financiers qui veulent nous voir pour discuter du financement, et j'ai l'intention d'utiliser ce financement comme levier pour le développement économique du Québec et dire à tous ceux qui sont intéressés à nous financer que c'est quand même une proposition assez rentable pour eux avec un minimum de risque. Ils disent: Nous sommes prêts à vous écouter, mais si vous nous aidez à nous donner du développement industriel, parce qu'il y a des liens étroits entre les firmes financières et les grandes industries, si vous amenez du développement industriel au Québec, vous avez plus de chance d'être écoutés que si vous ne le faites pas.

M. Beaulieu: Donc, vous me dites qu'effectivement, il est possible qu'il y ait des capitaux américains investis à travers cette construction de barrage.

M. Bourassa: Comme Laforge 1, comme l'a été la dette d'Hydro-Québec vis-à-vis des États-Unis. D'ailleurs, chaque fois que le dollar monte d'un sou, Hydro-Québec fait des millions. Il n'y aura pas de nouveau...

M. Beaulieu: Je voudrais d'abord vous demander d'une façon plus précise, il avait déjà été suggéré qu'on forme, à partir d'Hydro-Québec, un mixte dans lequel Hydro-Québec et des intérêts privés...

M. Bourassa: Serait majoritaire, oui.

M. Beaulieu: Oui. Est-ce que c'est cette idée qui refait surface aussi avec l'annonce...

M. Bourassa : Dans ces contrats, on n'a pas eu besoin d'appliquer une telle idée. Je ne dis pas dans d'autres contrats, que ce soit avec la Nouvelle-Angleterre, l'Ontario ou d'autres. Par exemple, je me rendrai au Nouveau-Brunswick la semaine prochaine pour un contrat de 665 000 000 \$. Je vais rencontrer M. McKenna le 17, à Frédéricton, pour signer ce contrat. Dans d'autres contrats, peut-être pas avec les provinces maritimes, avec certains États de la Nouvelle-Angleterre ou l'Ontario, il est possible qu'on envisage – d'ailleurs, cela faisait l'objet d'une nouvelle il y a quelques temps – des formules comme celle-là, c'est-à-dire une fusion.

M. Girard: Comme cela, la nouvelle qui circulait selon laquelle vous vous rencontriez au lac Meech, M. McKenna et vous, pour cette signature n'est pas exacte? C'est au Nouveau-Brunswick que vous allez?

M. Bourassa: Pour le lac Meech? C'est pour un contrat d'énergie que je rencontre M. McKenna, mais il est possible qu'il me parle du lac Meech.

M. Descôteaux: Robert MacKenzie.

M. MacKenzie: Oui, M. le premier ministre, au sujet du lac Meech, Justement, avec ce que vous avez dit en Chambre aujourd'hui, est ce que cela va bien ou pas? Est ce qu'on doit être inquiet de ce qui arrive à cet accord ou si tout baigne dans l'huile?

M. Bourassa: Je dois vous dire que je ne suis pas inquiet parce que j'ai l'impression qu'il y a au moins neuf provinces qui se sont engagées et qui vont respecter leur engagement. Voyez la résolution du NPD. Je vous disais tantôt que je parle régulièrement avec M. Peterson. Je n'ai pas le moindre doute que M. Peterson va respecter son engagement. Il a une bonne majorité également pour faciliter ce respect-là. De même que d'autres provinces, les Provinces maritimes. Donc, il reste le problème du Nouveau-Brunswick, parce que M. McKenna ne participait pas à cette rencontre-là. Je suis confiant qu'en face de l'avenir du pays et de la responsabilité d'un échec pour l'unité canadienne, le Nouveau-Brunswick, finalement, va accepter de ratifier l'entente.

M. MacKenzie: M. le premier ministre, au mois de juin dernier le premier ministre avait promis de faire ratifier cet accord-là dans les plus brefs délais. Devant ce qui se passe, est ce qu'on remplit cette promesse-là?

M. Bourassa: Je dois vous dire... Il peut y avoir des déclarations... il reste que c'est en marche dans la plupart des provinces. L'Ontario fait des audiences publiques. Je vais, possiblement le mois prochain, aller en Colombie britannique, peut-être sur la Côte Ouest pour la haute technologie, je suis en train de discuter de cela avec mes collaborateurs. On m'a invité en Colombie britannique en me disant: Il y a de très bonnes chances qu'à ce moment-là la

résolution soit adoptée. L'Ontario, au printemps, sûrement. Donc, je n'ai rien... Ce n'est pas une manchette de journal qui va me rendre inquiet. Cela fait 20 ans que je fais de la politique.

M. McKenzie: Vous avez parlé de la résolution du NPO au Manitoba. Cette résolution-là, justement, demande au premier ministre Pawley de faire corriger des faiblesses, « flaws » en anglais, c'est-à-dire des petites faiblesses dans le cas, avant de le présenter à l'Assemblée législative du Manitoba.

M. Bourassa : Si, selon M. Pawley, il y avait des faiblesses fondamentales...

M. McKenzie: « Flaws ».

M. Bourassa: ...Non. Fondamentales, je veux dire. Là on joue sur les mots. Je crois que M. Pawley a toute la marge de manœuvre pour faire ratifier l'accord. Il n'y a, comme je l'ai dit à l'Assemblée nationale, après neuf mois, personne qui a trouvé sérieusement une erreur dans l'accord du Lac Meech.

M. McKenzie: Alors, si vous n'êtes pas inquiet, pourquoi est-ce que vous parlez de stabilité politique? C'est comme une mise en garde au reste du Canada.

M. Bourassa: Parce que c'était d'actualité ces jours-ci. M. le premier ministre du Canada en a parlé. Je n'ai pas l'impression que c'était le thème dominant de mon discours.

M. McKenzie: M. Tumer aussi.

M. Descôteaux: M. Michel Tremblay.

M. Tremblay: Je voudrais revenir rapidement sur les constructions de barrage. On parle de 7 000 000 000 \$...

M. Bourassa: De 7 500 000 000 \$.

M. Tremblay: ... 7 500 000 000 \$ de coûts de construction en dollars d'aujourd'hui...

M. Bourassa: Oui. Hydro-Québec d'habitude prend des dollars courants dans son...

M. Tremblay: Courants?

M. Bourassa Courants. Oui.

M. Tremblay: Courants. Bon, bien les 40 000 000 000 \$ de revenu des contrats qui ont justifié la construction sont sur quelle base?

M. Bourassa: C'est cela. C'est courant. Cela a toujours été les chiffres courants. Si vous regardez les publications d'Hydro-Québec, c'est en dollars courants et on suppose un certain taux de change avec un taux d'inflation. C'est ce qui avait été soumis à ce moment-là.

M. Tremblay: Dans la signature des contrats dont on parle, est ce qu'on tient compte de l'inflation ou si le prix de vente est fixe pour la durée d'un contrat? Essentiellement, je voudrais savoir si les 40 000 000 000 \$ et manifestés à la suite des remarques que vous aviez que vous aviez lancée. Première question. Je reviendrai avec une deuxième question. faites et à l'invitation

M. Bourassa: Le prix de vente est fixe. Sauf qu'à ce moment-là, dans les prix fixés, il faut que nous tenions compte, pour voir la valeur réelle, d'un taux d'inflation donné. Si vous regardez la formule qui a été établie, c'est une nouvelle formule qui tient compte... Auparavant, c'était un « mix » du prix du pétrole, du prix du gaz et du prix du charbon. Dans la nouvelle formule qui est assez complexe, on tient compte d'un taux d'inflation qui a été fixé entre 4,5 % et 5 %. On a un plancher et un plafond pour ce qui a trait au taux d'inflation. Donc, on présume que le taux d'inflation, en moyenne, sera de 4,5 % à 5 %.

M. Tremblay: Mais, M. Bourassa...

M. Bourassa: Oui.

M. Tremblay: Je m'excuse. Ma question est plus simple que cela. 7 000 000 000 \$ peuvent augmenter et s'ils vont augmenter dans les mêmes proportions.

M. Bourassa: Si le taux d'inflation est plus élevé... C'est-à-dire que la formule est indexée. D'accord?

M. Descôteaux: Normand Girard.

M. Girard: M. le premier ministre, tantôt, vous avez fait allusion à l'appel que vous aviez lancé la dernière fois que vous vous êtes rendu à New York, concernant la possibilité, pour ceux qui sont intéressés à participer au financement de la deuxième phase de la Baie-James, d'investir également au Québec dans le développement économique. Je voudrais savoir si, depuis ce temps – il y a à peu près un mois – vous avez eu une réponse à cet appel, si des financiers ou des hommes d'affaires américains se sont

M. Bourassa: D'accord. En fait, j'annonce le projet. Pour eux, c'était possiblement prématuré d'arriver avec des offres de financement et de dire: On a Ford qui va aller s'établir chez vous, on peut aider Ford, on peut aider Chrysler. Le financement est annoncé et, à ce moment-là, je serai en mesure de négocier. C'est surtout avec les banquiers de Zurich que j'avais discuté de cela. Aux États-Unis, il y a un certain cloisonnement entre les industries et le financement. Mais, en Europe, il y a beaucoup de liens entre les grands conglomérats financiers et industriels. Il y a des visites qui se font constamment par des ministres et, possiblement, j'en ferai une; mais, comme vous le savez, je ne raffole pas de la multiplication des voyages. Nous allons dire clairement qu'une priorité sera accordée en matière de financement, puisque nous considérons que c'est une excellente proposition pour eux d'acheter des obligations d'Hydro-Québec, qu'une priorité sera accordée à ceux qui pourront nous aider à obtenir du développement industriel.

M. Girard: Ma deuxième question, M. le premier ministre, est la suivante. Est-ce que vous allez, comme l'avait réclamé l'ancien chef de l'Opposition, Pierre Marc Johnson, accorder la

priorité d'emploi aux jeunes diplômés du Québec dans ce développement nouveau à la Baie James?

M. Bourassa: Comme vous le savez, dans la phase 1, 43 %, 41,7 % plutôt, de ceux qui travaillaient avaient moins de 30 ans. Nous verrons comment, en pratique, on peut favoriser au maximum les jeunes. Je m'adresserai aux étudiants de polytechnique après-demain. J'ai l'intention d'en discuter avec eux. Je suis convaincu que ce développement va principalement favoriser les jeunes, comme la phase 1.

Le modérateur. Sara Scott.

Mme Scott: Je veux savoir si vous pensez que les demandes d'électricité et les exports peuvent supporter des développements dans les 10 ou 20 prochaines années à NBR et aux autres places. Quand on parle de phase 2 de la Baie James, souvent on réfère à NBR, Grande-Baleine ou Sainte-Marguerite.

M. Bourassa: Oui, c'est-à-dire la phase 2, ce sont les nouvelles constructions. La phase 1 s'est terminée il y a neuf ans avec la construction de centrales. On a cessé d'opter pour de nouvelles centrales il y a neuf ans. On a terminé les centrales qui fonctionnaient. Là, il y a Grande-Baleine, NBR, la Côte-Nord, Sainte-Marguerite, Mashwan... Comment le prononce-t-on ?

Une voix: Ashuapmushuan.

M. Bourassa: Excusez-moi, M...

Mme Scott: Je n'ai pas essayé de le prononcer.

M. Bourassa: Merci, M. Girard. Donc, on a beaucoup de potentiel pour du développement hydroélectrique. On va juger, selon les circonstances, par quelle rivière commencer. En 1971, j'avais parlé de NBR et La Grande. Finalement, on a décidé, après étude, de commencer par La Grande plutôt que par NBR. Pour moi, c'est une question de modalité. Ce qui est essentiel, c'est qu'on investisse des milliards pour permettre aux Québécois de profiter de leur richesse. Comme je l'expliquais tantôt, c'est assez difficile de résumer cela dans le contexte de l'Assemblée nationale, mais ce qu'il faut retenir dans toute cette question, c'est, d'un côté, l'idée de devancement et, d'autre part, l'idée de richesses constamment renouvelables. Comme on devance, on ne construit pas pour les autres. Comme il s'agit de richesses renouvelables, si on ne construit pas, on gaspille nos richesses, parce qu'elles continuent de couler en pure perte. C'est la combinaison, c'est la jonction de ces deux idées, devancement et richesses renouvelables, qui fait que le Québec, avec son hydroélectricité, a l'un des meilleurs atouts économiques de toutes les sociétés industrielles.

M. Descôteaux: Michel David du Soleil.

M. David: M. Bourassa, quand on parle de nouvelles dispositions relatives au renforcement de l'usage du français en milieu de travail, est ce qu'on parle des entreprises de 10 à 50 employés?

M. Bourassa: On va examiner le rapport, comme je vous le disais.

M. David: Qu'est-ce que ça veut dire, cette phrase-là?

M. Bourassa: Ce sont différentes mesures, c'est dans l'application de la loi, c'est la considération de cette option-là, c'est la décision qu'on prendra sur l'affichage. J'ai simplement cité, à l'occasion de mon discours, ce n'était pas le temps de commencer une polémique avec le chef de l'Opposition mais ça fait plusieurs jours qu'il parle de la Californie. M. Parizeau parle de la Suisse, d'autres parlent de Belgique, de Finlande et, à ma connaissance, je peux me tromper, mais dans aucun de ces cas il n'y a une interdiction par la loi d'afficher dans le secteur privé dans la langue de la minorité.

M. David: Non, ce n'est pas ça...

M. Bourassa: On ne parle pas de la langue officielle, on parle du secteur privé.

M. David: Je comprends que l'affichage est une question mais ce n'est pas ça, ma question. Je parle du milieu de travail.

M. Bourassa: Non, non. Ce que je veux dire... C'est le secteur du travail et d'autres secteurs.

M. David: Il ne faut pas voir là une annonce de projet de loi ou de modifications à la réglementation dans les prochains...

M. Bourassa: Pas avant qu'on ait examiné le rapport de Mme Bacon.

M. Rhéaume: En sous-question sur la langue, M. Bourassa, on sait que les groupes nationalistes, la Société Saint-Jean-Baptiste et l'Opposition lancent une campagne printanière sur le dossier linguistique. En parlant tantôt de la deuxième baie James, non seulement avez-vous dit qu'il s'agissait d'un des meilleurs moments de votre carrière politique mais, également, que c'était une forme concrète de patriotisme. Doit-on comprendre que vous allez jouer l'électricité contre la campagne de ces gens-là?

M. Bourassa: Non, j'ai dit que c'était un des meilleurs moments. Ceux qui sont ici depuis dix ans et qui m'ont suivi en 1979, en 1980, dans les années où j'étais assez isolé, se souviennent... À Chicoutimi, je me souviens, après le Three Miles Island, quand j'étais allé à Chicoutimi en autobus, vous savez comment j'ai insisté avec un acharnement assez exceptionnel, je pense, pour la réalisation de cette idée-là. Donc, que je puisse le faire comme premier ministre, à l'Assemblée nationale, et dire à mes compatriotes que j'annonce 7 500 000 000 \$ de développement à même des contrats d'exportation que nous avons signés depuis un an, pour moi c'est un moment assez motivant de ma carrière politique. Il n'y a pas de contradiction entre l'avenir culturel du Québec et son avenir économique, les deux sont liés, au contraire.

M. Rhéaume: Mais je vous parlais de la forme concrète de patriotisme. Vous n'avez pas prononcé ces mots-là par erreur.

M. Bourassa: Non, c'est parce que c'est du patriotisme. Où est la force du Québec? En bonne partie dans sa force économique. Et où est la force économique du Québec? En bonne partie dans son développement nordique. Or, la force du Québec c'est du patriotisme.

M. Descôteaux: Robert Houle.

M. Houle: Tantôt, vous avez parlé du Lac Meech et j'ai eu un peu de misère à vous suivre. Vous avez consacré tout de même une bonne partie de votre discours, au tout début en tout cas, au Lac Meech. Vous avez même pris un ton assez solennel en parlant de l'impasse possible que cela pouvait créer et, en conférence de presse, vous nous dites que vous n'êtes pas du tout inquiet. Je trouve un peu bizarre le cheminement que vous faites en l'espace d'une heure. Qu'avez-vous voulu dire de façon très précise lors de votre discours? À qui s'adressait le message que vous avez livré?

M. Bourassa: J'ai parlé du Lac Meech parce que c'est une question très d'actualité. On en parle au Manitoba, on en parle au Parlement fédéral, on en parle au Nouveau-Brunswick et le sens de mon exposé cet après-midi, il y a eu l'énoncé des intentions législatives, tous les projets de loi pour la faune, le camionnage et ces choses-là...

M. Houle: ... (?) de là qu'il faut comprendre le Lac Meech, la faune etc.

M. Bourassa: ... (?) Laissez-moi terminer, M. Houle, s'il vous plaît ! Le sens de mon exposé était où allons-nous comme société? Où va-t-on comme Québécois? Sur le plan politique, sur le plan économique, sur le plan culturel. Sur le plan politique, où allons-nous? On va vers une période de stabilité politique en présumant que l'accord du Lac Meech sera adopté. J'ai signalé que l'accord devrait être adopté pour telle et telle raison. Je n'ai pas l'impression d'avoir annoncé beaucoup de nouveau, comme quoi il n'y avait pas d'erreur dans l'accord, comme quoi, si on recommençait, on avait très peu de chances d'aboutir. Mais je ne dis pas que cette partie de mon discours n'était pas importante. Je dis qu'il y en avait d'autres qui, à mon sens, étaient peut-être plus importantes, comme celle dont on vient de parler.

M. Descôteaux: John Grant, s'il vous plan.

M. Bourassa: Est ce que vous me comprenez?

M. Houle: Lorsque vous dites aux anglophones qui revendiquent l'affichage bilingue, vous les « menacez », entre guillemets, que, si jamais on retourne à cela, cela risque d'entraîner...

M. Bourassa: ... (?)

M. Houle: ... vous dites encore la même chose au niveau...

M. Bourassa: Non, non. Je citais le Board of Trade quand j'ai parlé de cela.

M. Girard: M. Bourassa, je vais revenir à la Baie-James.

M. Bourassa: Oui.

M. Girard: Lors de la première phase, la difficulté principale que le gouvernement a rencontrée a été dans ses relations de travail avec les négociations principalement avec la FTQ-Construction qui avait foutu bordel à la Baie-James. Je voudrais savoir si, pour la deuxième phase, on sera capable de prévenir cela et si on amorcera à l'avance des discussions ou des

M. Bourassa: Mais, comme vous le savez, M. Girard, le climat, comme ailleurs, est complètement différent. On a réussi à obtenir une prolongation d'un an de la convention dans le domaine de la construction. On avait signé pour deux ans et on a obtenu un an de prolongation. Alors, on a un climat complètement différent. Je pense qu'on a des chefs syndicaux très responsables.

M. Descôteaux: Est-ce qu'on peut passer à l'anglais, M. Bourassa? M. Bourassa: Oui.

M. Descôteaux : John Grant

M. Gravit Two questions...

M. Bourassa: J'en rencontre une ce soir, Mme Monique Simard. Oui.

M. Grant: Two questions on James Bay, Mr. Bourassa. First, when will be able to go and film people on the ground along the river et the damp side working?

M. Bourassa: As soon as possible. We have to start with the engineering studies. I hope that before the end of the year or the beginning of next year construction will start. We have to start with the engineering. I suppose that in a year and a half it will be in full construction.

M. Grant: I just try to understand the importance of your announcement today. In what way is this significantly different from Hydro Québec's arise and project?

M. Bourassa: Hydro-Québec came with plans saying we could export 11 000, we could export 3 000. This is planning. So, let's make a difference between planning and concrete achievement. Concrete achievement is 40000000000 \$ of additional contracts. That is a concrete achievement. Without that, it would have been impossible for me ta announce today an investment of 7 500 000 000 \$. OK? Y a-t-il d'autres questions?

M. Descôteaux: Mme Scott.

Mme Scott: One other question. The Parti Québécois is saying that in preceeding(?) your announcement today is the admission that NBR, some of the other dams just will not take price.

M. Bourassa: No. It is absolutely false. I have great sympathy for my friends of the Parti Québécois but I suppose it is not a very happy day for them. They are ...(?) number 1 is coming here when they laugh at me for years saying that I was so stupid fighting ta export electricity, that the follie(?) of the century and now they are facing them, the same person and the House as Premier saying we will do it for 7 500 000 000 \$. Se, it is tough for them ta swallow that. I have great sympathy for them. OK. Thank you.

Une voix: M. Bourassa.

M. Bourassa: Oui.

M. Bédard: Juste une dernière question. Qu'est-ce qu'on doit comprendre de ce que vous avez dit sur le lac Meech aujourd'hui? Au fond, n'y a-t-il pas une menace à l'égard des francophones hors Québec qui maintenant se liguent contre l'accord? Ne leur dites-vous pas que s'ils font avorter cet accord c'est vous qui diriez non après à toutes leurs demandes, c'est l'impasse pour longtemps après cela.

M. Bourassa: Ce que je dis, M. Bédard, pour résumer c'est qu'à mon sens il n'y a pas d'alternative valable à la ratification de l'accord du lac Meech.